

SHORT NEWS

Tram auf dem Abstellgleis?

„BTB 2002“, „mobil 2020“ - Luxemburgs Transportpolitiker setzen sich beständig weit gesteckte Ziele, die sie dann doch nicht einhalten können oder wollen. Nachdem vor sechs Jahren die blau-grüne Stadt Luxemburg und die schwarz-rote Regierung sich über den Bau einer Trambahn für 2017 handelseinig wurden, zerschlägt jetzt Finanzminister Luc Frieden (CSV) mit dem Austärkungsbeil wieder alle Hoffnungen. Damit steht sein Parteikollege Claude Wiseler im Regen, denn die täglichen Transportprobleme sind mit den bestehenden Mitteln nicht zu mehr lösen. Luxemburg wird demnach auch ein Vierteljahrhundert nachdem die Debatte um den Bau einer Tram ausgelöst wurde, immer noch über kein modernes und vor allem effizientes Transportsystem verfügen. Im Gegensatz zu anderen Städten wie Saarbrücken oder Metz, wie „Déi Gréng“ in einer Pressemitteilung bedauern. Sie fordern deshalb umgehend die Einberufung einer gemeinsamen Sitzung der Chamberkommissionen für Finanzen und nachhaltige Entwicklung, um von den verantwortlichen Ministern zu erfahren, welche Ziele die Regierung denn nun wirklich verfolgt. Auch „Déi Lénk“ mahnen zu schnellem Handeln in Sachen öffentlicher Verkehr: 2020 werden jeden Tag 745.000 Verkehrsbewegungen in der Hauptstadt zu verzeichnen sein - ein Drittel mehr als heute. Das sei mit Bussen, ohne weitere Verschlechterung der Lebensqualität in der Stadt, nicht zu machen.

La chasse et la grotte

Les stéréotypes en matière d'orientation professionnelle ont la vie dure ! C'est ce qui ressort d'une étude réalisée par l'Union des entreprises luxembourgeoises en collaboration avec les syndicats OGBL et LCGB sur les choix de métiers des garçons et des filles. D'après cette étude, 43 % des filles considèrent la dimension relationnelle comme étant un facteur de choix principal dans la vie professionnelle. Ce qui tendrait à les mener vers des métiers typiquement féminins comme tout ce qui a trait à l'aide aux personnes ou les métiers à vocation pédagogique. Les garçons quant à eux... continuent à aimer le fric. Un sur deux d'entre eux considère que le plus important dans les choix professionnels reste « un bon salaire ». D'où une orientation vers des emplois à forte responsabilisation. C'est l'homme qui va à la chasse et la femme qui s'occupe des enfants dans la grotte. Ces chiffres ont été cités lors d'une conférence de presse conjointe entre les ministres de l'emploi, de l'éducation et de l'égalité des chances qui ont présenté l'édition 2012 du « Girls' Day - Boys' Day » qui vise justement à faire découvrir aux garçons et aux filles des métiers qui sont dominés par le sexe opposé. Les communes et entreprises sont ainsi appelées à y participer et peuvent le faire en s'inscrivant en ligne sur les sites www.boysday.lu ou www.girlsday.lu

Au revoir peste brune !

C'est la bonne nouvelle de la semaine : le site hemecht-an-natur.com du néonazi Pierre Peters, qui avait fait sa réapparition au cours des fêtes de fin d'année (voir [woxx 1144](http://woxx.lu)) a disparu de la toile. A la place du site figure un simple message de l'hébergeur disant que le site a violé les règles de sa compagnie. Dans un autre message publié sur une page Facebook anti-raciste luxembourgeoise, l'hébergeur Itover fait la déclaration suivante : « We are the (former) down stream Web hoster of <http://hemecht-an-natur.com/> and we shut down the site as soon as we were notified about the racist content on the site. We do have a zero tolerance regarding content like that ». La société civile a donc remporté une bataille qu'elle ne pensait pas atteindre il y a encore deux semaines, vu que le « freedom of speech » à l'américaine comprend aussi le respect des lubies racistes et fascistes. Dans une première réaction, Peters a envoyé un message à la rédaction du tabloïde Privat, pour les accuser d'être derrière ce nouveau coup dur qu'il a du encaisser. Il ne semble même pas connaître ses vrais ennemis, qui sont nombreux, anonymes et savent faire assez de pression pour le chasser de la toile.

AKTUELL

LOGEMENT

Proprios mais plus trop

David Wagner

Au Luxembourg, l'accession à la propriété devient de plus en plus difficile. Avec pour conséquence un exode vers les zones rurales et la dépendance envers les parents.

Le Luxembourg, eldorado de la propriété ? Cette exception européenne - le Luxembourg, avec ses deux tiers de propriétaires de logements est un des rares pays où le rapport entre la propriété et la location est inversement proportionnel à la plupart des autres pays - s'étiole peu à peu. C'est ce qui ressort de la dernière note de l'Observatoire de l'habitat, intitulée « Les locataires peuvent-ils acheter plus facilement un logement correspondant à leurs besoins en 2009 qu'en 2005 ? ». Et cela malgré un taux d'emprunt qui a diminué, passant de 3,51 à 2,37 %.

Evidemment, répéter que la situation de l'accessibilité au logement au grand-duché se détériore n'a rien de nouveau en soi. Mais certains éléments fournis l'étude de l'Observatoire sont néanmoins intéressants, selon que l'on est déjà propriétaire ou encore locataire, que l'on veuille acquérir une maison ou un appartement, le tout en fonction de la composition du ménage. Et les divergences peuvent être énormes.

Ainsi est-il intéressant de constater que chez les locataires qui aspirent à changer de statut immobilier, c'est l'acquisition d'un appartement et non d'une maison qui est devenu plus difficile. Alors qu'en 2005, 70 % des locataires pouvaient encore envisager d'acheter un appartement, ils n'étaient plus que 61 % en 2009. Et si leur capacité financière a entre-temps augmenté de 21 pour cent, elle n'a pas pour autant suivi les prix de vente. Par contre, la tendance est stagnante, voire même légèrement ascendante pour les locataires désirant acheter une maison (31 % en 2009 contre 30 % en 2005). Ceci est notamment dû à leur pouvoir d'achat, qui, contrairement aux acheteurs potentiels d'appartements, ont réussi à tenir la route. A leur propos, l'Observatoire remarque que « ces ménages financièrement aisés ont fait le choix de rester locataires, entre autres, parce qu'ils résident depuis peu au grand-duché ». En d'autres termes, l'on peut

en conclure qu'il s'agit là de salariés occupant des postes de cadres expatriés vers le Luxembourg, travaillant dans des secteurs prodiguant de hauts revenus.

Une autre donnée pourrait d'ailleurs corroborer cette hypothèse. Dans un graphique qui ventile d'après les types de ménages, il résulte que seuls les célibataires ont vu leur possibilité d'acquérir un appartement augmenter (de 71 à 73 %). Pour les couples sans enfants, la baisse est modeste : de 76 à 72 pour cent. Par contre, celles et ceux qui paient les pots cassés sont les familles monoparentales, qui voient leur capacité d'acheter un appartement chuter de 68 à 46 %, ainsi que les familles avec deux enfants qui n'étaient, en 2009, plus que 65 % dans cette situation, alors que quatre années plus tôt, 89 % d'entre eux pouvaient encore se le permettre.

Les conséquences ? L'Observatoire fait observer que cette évolution a une incidence sur les stratégies d'acquisition d'un logement qu'il qualifie de « complexe » : « appel à l'aide intergénérationnelle » et « report de l'accession à la propriété pendant quelques années ». Une « complexité » qui fleure bon le retour en arrière comme la perte d'autonomie par rapport aux parents. Sinon, il reste l'éloignement de la capitale, de sa périphérie, ainsi que de toute la partie « sud-ouest », donc le « Minett ». L'exode est donc financièrement plus supportable dans les zones rurales du Nord du pays. Mais l'Observatoire n'oublie pas d'en rappeler l'impact financier et écologique dû à des trajets plus longs et donc plus polluants et onéreux. Une piste de réflexion qui devrait inciter les pouvoirs publics à investir dans les infrastructures de transports en commun. Surtout en temps de crise.